

POINT SUR L'EXPERTISE CHSCT

**NOVEMBRE
2013**

n° 124

LES BREVES

SOMMAIRE :

- Point sur expertise CHSCT **p. 1**
- Point sur procédures juridiques **p. 2**
- IFAS diplômes **p. 2**
- Agenda **p. 3**
- EOH CLIN **p. 3**
- Pharmacie **p. 3-4**
- Qualité **p. 5-6**
- Le monoxyde de carbone **p. 7-8**
- Ressources humaines **p. 9-10**
- Arbre de Noël **p.11**
- Repas de retraité **p.12**

En mars de cette année, les composantes CGT et FO du CHSCT ont décidé d'une expertise CHSCT portant sur les risques psychosociaux sur l'ensemble de l'établissement.

Dans un 1^{er} temps, le périmètre a été réduit à 5 services pour environ à 157 000 €. Puis le périmètre a été encore réduit à 3 services.

Compte tenu du coût résiduel (moins il y a de services, plus la société retenue par le CHSCT exige un coût élevé par service, sans que notre CHSCT n'y trouve rien à redire ...), la décision du CHSCT a été contestée devant le Tribunal de grande instance (TGI) de Bourges.

La contestation d'une expertise CHSCT est complexe et difficile à mener à bien, compte tenu que la loi donne le droit aux CHSCT de décider unilatéralement d'une expertise.

Ceci étant, le TGI de Bourges a fait bon droit à la contestation de la position du CHSCT en écartant l'un des services (la blanchisserie) et en requalifiant l'expertise sur un autre service (l'EHPAD du Champ NADOT) comme relevant d'un projet important (ce qui n'est pas contesté).

Il reste donc seulement la Médecine A pour laquelle la Direction était favorable au principe d'un audit extérieur, au regard notamment d'une rotation élevée des cadres de santé au sein de ce service. Depuis lors, il semble que les choses aient évolué favorablement en Médecine A, et c'est une bonne chose pour tout le monde.

Il convient maintenant d'appliquer à la lettre le jugement du TGI de Bourges, ce qui pose à l'évidence de gros problèmes aux composantes CGT et FO du CHSCT.

La suite appelle à une grande vigilance. Le coût reste exorbitant au regard du périmètre (seulement 2 services). On peut également être d'ores et déjà inquiet sur la qualité de la mission en ce que les deux « experts » ont refusé de conduire plusieurs entretiens à 2 personnes sur la base du volontariat.

Lionel VIDAL - Directeur



**Journal imprimé
sur papier
recyclé**

POINT SUR LES PROCEDURES JURIDIQUES EN COURS

Les syndicats CGT et FO du Centre hospitalier s'émeuvent des procédures juridiques en cours.

En réalité, en dehors de l'expertise CHSCT, les procédures juridiques en cours sont de 2 ordres.

En premier, un agent du Centre hospitalier conteste systématiquement les sanctions ou décisions qui lui sont appliquées au regard de sa façon de servir. Il obtient d'ailleurs des résultats dans cette contestation devant la juridiction administrative. Est-ce alors une raison pour ne pas sanctionner des comportements volontaires se traduisant par un risque pour le patient ? La réponse est évidente. La gestion des risques associés aux soins est incontournable : le patient doit être au cœur de nos préoccupations, par-delà les contingences administratives.

En second, le Centre hospitalier s'oppose depuis plusieurs années à la société libérale de radiologie de Saint-Amand-Montrond, en ce que les modalités conventionnelles de 2004 se sont traduites par un préjudice de l'ordre de 1.3 million d'euros au détriment du Centre hospitalier. Il est précisé qu'une enquête de l'ARS a confirmé en grande partie l'évaluation du préjudice subi par notre Centre hospitalier. Serait-il alors satisfaisant de ne rien faire pour défendre les intérêts du service public ? Bien évidemment que non, du moins pour ceux qui sont réellement attachés à défendre l'Hôpital public. Les sections CGT et FO sont parfaitement informées du contentieux et de l'ampleur du préjudice subi par le Centre hospitalier. Elles restent étrangement muettes sur cette question.

Lionel VIDAL - Directeur

IFAS : diplômes d'aides-soignants



Le 18 octobre dernier, l'équipe pédagogique de l'IFAS a eu le plaisir de remettre leurs diplômes aux aides-soignants de la promotion 2012-2013 en présence d'une centaine de personnes venues fêter leur succès.

Pour l'événement, Madame Joëlle MATHIEU, Conseillère régionale et deux membres du Conseil de la Mairie de Saint Amand Montrond : Madame TEYSSANDIER et Monsieur

PURET se sont associés à la joie des récipiendaires et de leurs familles. Madame Joëlle MATHIEU a insisté sur l'attachement de la Région CENTRE à la qualité des soins, elle a ajouté que tous devaient être fiers de leur parcours et du métier qu'ils allaient exercer.

Sur une promotion de 45 élèves, seul l'un d'entre-eux a suspendu sa formation. Les 44 nouveaux diplômés ont tous obtenu un poste.

Cette réussite est à mettre en lien avec la qualité de l'encadrement des tuteurs et des équipes soignantes dont les élèves bénéficient sur le bassin Saint-Amandois.

Nous leur souhaitons une heureuse carrière et de rester fidèles aux valeurs du « prendre soin ».

Annie FAUVILLE

AGENDA



Mercredi 4 décembre 2013 à 14H30 - Salle du Conseil de Surveillance :

Comité de Coordination des Risques et des Vigilances

Mercredi 10 décembre 2013 à 14H00 - Salle de Formation n° 4 :

Réunion Dispositifs Médicaux

Mercredi 11 décembre 2013 à 14h00 - Salle de Formation n° 4 :

Réunion Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales

Mardi 17 décembre 2013 à 12h00 - Salle du Conseil de Surveillance :

Commission Médicale d'Etablissement

Mardi 17 décembre 2013 à 14h00 - Salle de Formation n° 3 :

Réunion des cadres

Mardi 17 décembre 2013 à 16h00 - Salle du Conseil de Surveillance :

Comité Technique d'Etablissement

Jeudi 19 décembre 2013 à 12h00 - Salle de Formation n° 4 :

Commission du Médicaments et des Dispositifs Médicaux

Jeudi 19 décembre 2013 à 14h30 - Salle du Conseil de Surveillance :

Référent Qualité

EOH CLIN

Dates à retenir :

▲ 3 décembre 2013 - 14h30 à 15h30 : formation « Précautions d'hygiène complémentaires »

▲ 16 décembre 2013 - 14 h 30 : Réunion des correspondants en hygiène paramédicaux
Hygiène - Circuit du médicament, dispositifs médicaux

Peggy DESPRES

PHARMACIE



Mise en œuvre d'un traitement par insuline disponible sous forme stylo uniquement

Quelle est la 1^{ère} opération à effectuer par l'IDE ?

Coller l'étiquette patient

Pourquoi ?

Stylo : forme d'administration patient unique

Le stylo peut être remis au patient à sa sortie

Evaluation sur les cathéters périphériques-Octobre 2013

Public concerné : infirmiers, sages-femmes, IADE, manipulateurs en radiologie.

108 questionnaires envoyés, 51 réponses

Taux de participation : 47%

Pourcentage de satisfaits : 59%, tous services et tous critères confondus

Les résultats complets seront fournis aux cadres des unités.

notation de 1 à 6 par critère	note globale	note mini	note maxi
préhension du KT	4.6	3.0	6.0
pénétration barrière cutanée	4.5	3.5	6.0
glissement dans la veine	4.1	1.5	6.0
reflux veineux	4.2	1.5	6.0
transparence du cathéter	4.8	3.5	6.0
raccordement prolongateur	5.3	4.5	6.0
étanchéité	4.6	2.3	6.0
tolérance	4.7	3.3	6.0

Résultats par service

critère	MA	Cs Ext	SSR G	MG	MC1	Mat	Urg	SMUR	Radio	MC2	MC3	ECN
Nb réponses	4	2	3	12	5	5	4	3	4	3	2	4
pdt satisfaisant	1 25	1 50	0 0	2 17	3 60	5 100	4 100	3 100	3 75	3 100	1 50	4 100
nv formation	0	0	1	3	0	0	0	0	0	0	1	0
essai autre	4	2	3	11	3	0	0	1	0	0	0	0
Conso 9M 2013	1 720	210	530	4 270	1 645	550	4 645	480	1 350	1 790	2 920	140
Gauge la + utilisée	20	22	20	24	18	20	20	18/20	20	24	24	22

Conclusion

- les résultats divergent selon les services : 59% de satisfaits en moyenne avec des extrêmes de 17 à 100% selon les services.
- dans 2 services, le taux de satisfaction est inférieur ou égal à 25%.
- 10% des agents non satisfaits souhaitent une nouvelle formation avec le même produit.
- 47% des agents non satisfaits souhaitent un essai avec un autre produit.

Deux services sont retenus pour un essai chez un autre fournisseur, qui débute le 15-11-2013.

La pharmacie communiquera les résultats des essais, qui seront commentés en vue d'une décision à la réunion annuelle sur les dispositifs médicaux qui aura lieu le 10-12-2013.

Danielle GUENOT

QUALITE

RISQUES PROFESSIONNELS :

téléphone portable et ondes électromagnétiques



Bien que le téléphone mobile soit aujourd'hui bien ancré dans nos habitudes quotidiennes, il suscite tout de même des interrogations : les ondes émises présentent-elles un risque pour la santé ?



En téléphonant avec une oreillette (filaire ou Bluetooth, sans fil), on éloigne le téléphone de sa tête : c'est un moyen efficace de réduire son exposition aux ondes.



En utilisant des SMS pour communiquer, on réduit l'émission d'ondes de son téléphone. En effet, pour envoyer un SMS, le téléphone se « connecte » à l'antenne relais la plus proche uniquement le temps d'envoyer le message. Pendant une conversation, le téléphone se connecte à l'antenne relais la plus proche et renouvelle régulièrement la connexion, surtout en déplacement. Le niveau d'émission d'ondes est donc plus important. Par ailleurs lorsqu'on envoie un SMS, le portable est éloigné de la tête.

Pour limiter l'exposition aux ondes, vous pouvez prendre l'habitude de ne pas approcher le téléphone de votre oreille dans les secondes qui suivent la numérotation. En effet, c'est lors de ces premières secondes que l'émission d'ondes est la plus forte pour rechercher l'antenne relais la plus proche. Le niveau d'émission d'ondes se stabilise ensuite.

Si vous portez un implant électronique (pacemaker, pompe à insuline, neurostimulateur...), éloignez votre téléphone portable de la zone équipée. Il peut perturber le fonctionnement de votre appareil médical.

Moins la couverture du réseau est bonne, plus votre téléphone émet d'ondes pour maintenir la conversation. Il est donc recommandé de ne pas téléphoner dans les zones où la réception n'est pas bonne : vérifier le nombre de barrettes sur votre téléphone, il indique la qualité de couverture du réseau.

Il est par ailleurs généralement interdit de téléphoner dans les hôpitaux et les avions en raison de la présence d'appareils fonctionnant par ondes radio. Votre téléphone peut créer des interférences et perturber le fonctionnement des appareils électroniques.



En déplacement à grande vitesse, le téléphone doit se connecter successivement à différentes antennes relais pour maintenir la conversation. A chaque recherche d'antenne relais, le téléphone émet à pleine puissance, le niveau d'émission d'ondes est donc régulièrement plus élevé. Il est donc recommandé d'éviter de téléphoner en train, par exemple. Téléphoner en conduisant est par ailleurs interdit et passible d'amende.

Vous pouvez également vous renseigner sur le niveau d'exposition aux ondes de votre téléphone mobile : il s'agit du DAS, dont l'affichage est obligatoire dans les points de vente depuis avril 2011. Le DAS (débit d'absorption spécifique) des téléphones mobiles quantifie le niveau d'exposition maximal de l'utilisateur aux ondes électromagnétiques, pour une utilisation à l'oreille.

La réglementation française impose que le DAS ne dépasse pas 2 W/kg.

A savoir : les dispositifs présentés comme « anti-ondes » n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Pour plus de renseignements, consulter le site www.lesondesmobiles.fr

Virginie FROIDEFOND

CERTIFICATION V2014

[La certification](#) est un dispositif évolutif qui s'adapte aux besoins de l'environnement et des établissements de santé. La version actuelle dite V2010 sera remplacée l'an prochain par [la version 2014 ou V2014](#).

Les évolutions de la procédure de certification portent sur la mise en place du compte qualité, la visite, le processus décisionnel et le rapport. Elles s'appuient sur une approche structurée par thème, plus globale et plus managériale des actions de l'établissement, qu'appréhenderont les audits de processus (méthode d'évaluation de la réalité de l'activité des établissements de santé).

En V2014, le manuel ne change pas mais une liste de 20 thèmes regroupant l'ensemble des critères du manuel a été retenue :

- 1 Management stratégique, gouvernance
- 2 Management de la qualité et des risques
- 3 Gestion du risque infectieux
- 4 Prise en charge des urgences et des soins non programmés
- 5 Identification du patient à toutes les étapes de sa prise en charge
- 6 Parcours du patient
- 7 Droits des patients
- 8 Prise en charge de la douleur
- 9 Dossier patient
- 10 Management de la prise en charge médicamenteuse du patient
- 11 Imagerie, biologie
- 12 Management de la prise en charge du patient au bloc opératoire
- 13 Management de la prise en charge du patient dans les secteurs à risque
- 14 Prise en charge et droits des patients en fin de vie
- 15 Don d'organes et de tissus à visée thérapeutique
- 16 Gestion des ressources humaines
- 17 Santé, sécurité et qualité de vie au travail
- 18 Gestion des ressources financières
- 19 Gestion du système d'information
- 20 Processus logistiques

Enjeux de la V2014 :

- Promotion des démarches basées sur des projets visant le changement culturel progressif : bien-être des patients et qualité de vie au travail. Ces projets pourront être valorisés en tant que pratiques remarquables.
- Mise en place de leviers permettant d'intéresser et d'impliquer les équipes et les professionnels et de susciter des démarches pour améliorer la qualité et la sécurité des soins : approche équipe, approche parcours du patient et solutions pour la sécurité (mise en place de barrières).
- Consolidation des acquis sur les pratiques exigibles prioritaires (PEP) avec la mise en œuvre de nouvelles méthodes de visite (audit de processus, patient traceur)

La V2014 conduit à trois ajustements :

- ◆ le thème management de la qualité et des risques devient une PEP dans son ensemble et inclut les exigences relatives à l'évaluation des pratiques professionnelles ;
- ◆ le critère 26.b, qui évalue l'organisation de secteurs d'activité à risque majeur, voit son champ s'étendre aux salles de naissance et à la radiologie interventionnelle ;
- ◆ la PEP sur « Continuité et coordination des soins » (limitée à l'hospitalisation à domicile (HAD) et à la santé mentale en V2010) s'étend à l'ensemble des prises en charge.

Virginie FROIDEFOND

Qu'est ce que le monoxyde de carbone ?

Le monoxyde de carbone est un gaz toxique qui touche chaque année plus d'un millier de foyers, causant une centaine de décès. Il provient essentiellement du mauvais fonctionnement d'un appareil ou d'un moteur à combustion, c'est-à-dire fonctionnant au bois, au charbon, au gaz, à l'essence, au fioul ou encore à l'éthanol.

Quels appareils et quelles installations sont surtout concernés ?

- ♦ chaudières et chauffe-eau,
- ♦ poêles et cuisinières,
- ♦ cheminées et inserts, y compris les cheminées décoratives à l'éthanol,
- ♦ appareils de chauffage à combustion fixes ou mobiles (d'appoint),
- ♦ groupes électrogènes ou pompes thermiques,
- ♦ engins à moteur thermique (voitures et certains appareils de bricolage notamment),
- ♦ braseros et barbecues,
- ♦ panneaux radiants à gaz,
- ♦ convecteurs fonctionnant avec des combustibles.



La grande majorité des intoxications a lieu au domicile.

Quels sont les dangers ?

Le monoxyde de carbone est très difficile à détecter car il est inodore, invisible et non irritant. Après avoir été respiré, il prend la place de l'oxygène dans le sang et provoque donc maux de tête, nausées, fatigue, malaises ou encore paralysie musculaire. Son action peut être rapide : dans les cas les plus graves, il peut entraîner en quelques minutes le coma, voire le décès. Les personnes intoxiquées gardent parfois des séquelles à vie.

Comment éviter les intoxications ?

Les intoxications au monoxyde de carbone concernent tout le monde. Les bons gestes de prévention aussi :

Avant l'hiver, faites systématiquement intervenir un professionnel qualité pour contrôler vos installations :

- ♦ Faites vérifier et entretenir chaudières, chauffe-eau, chauffe-bains, inserts et poêles.
- ♦ Faites vérifier et entretenir vos conduits de fumée (par ramonage mécanique).



Veillez toute l'année à une bonne ventilation de votre logement, tout particulièrement pendant la période de chauffage :

- ♦ Aérez votre logement tous les jours pendant au moins 10 minutes, même quand il fait froid.
- ♦ N'obstruer jamais les entrées et sorties d'air (grilles d'aération dans cuisines, salles d'eau et chaufferies principalement).



Veillez à une utilisation appropriée des appareils à combustion :

- ♦ Ne faites jamais fonctionner les chauffages d'appoint en continu : ils sont conçus pour une utilisation brève et par intermittence uniquement.
- ♦ Respectez scrupuleusement les consignes d'utilisation des appareils à combustion (se référer au mode d'emploi du fabricant), en particulier les utilisations proscrites en lieux fermés (barbecues, ponceuses ...)
- ♦ N'utilisez jamais pour vous chauffer des appareils non destinés à cet usage : cuisinière, brasero, etc.

Si vous devez installer de nouveaux appareils à combustion (groupes électrogènes et appareils à gaz notamment) :

- ♦ Ne placez jamais les groupes électrogènes dans un lieu fermé (maison, cave, garage ...) : ils doivent impérativement être installés à l'extérieur des bâtiments.
- ♦ Assurez-vous de la bonne installation et du bon fonctionnement de tout nouvel appareil avant sa mise en service, et, pour les appareils à gaz, exigez un certificat de conformité auprès de votre installateur.

Que faire si on soupçonne une intoxication ?

Maux de tête, nausées, malaise et vomissement peuvent être le signe de la présence de monoxyde de carbone dans votre logement.

Aérez immédiatement les locaux.

Arrêtez si possible les appareils de combustion.

Evacuez au plus vite les locaux et bâtiments.

Appelez les secours :

112 : Numéro unique d'urgence européen

18 : Sapeurs Pompiers

15 : Samu



RESSOURCES HUMAINES

MOUVEMENT DU PERSONNEL

Entrées :

- ABARCA USEROS Raquel	Ergothérapeute - service Rééducation
- METENIER Bénédicte	AS - CCM3
- SZUMSKA Malwina	Masseur-Kiné - service Rééducation
- VACHER Laurent	IADE - SMUR
- BERROYER Romain	Interne Médecine G
- JOLIVARD Marie	Interne Urgences
- ROUSSELOT Céline	Interne Médecine A

Sorties :

- AUCHAT Nelly	IDE - Médecine G
- CARDINAL Cécile	IDE - Médecine A
- COGNY Julie	IDE - SSR G
- Dr PENNETIER Philippe	Praticien CCM

RESULTAT CONCOURS

Après réunion des jurys le 13 novembre 2013, les candidats ci-dessous ont été déclarés admis :

- Concours sur titre d'Ouvrier Professionnel Qualifié :

Monsieur COCHAIN Nicolas (liste principale)

Monsieur MESLET Alexandre (liste complémentaire)

- Concours sur titre de Conducteur Ambulancier 2^{ème} catégorie :

Madame LAMIRAULT Katia

- Concours sur titre d'Ingénieur Hospitalier :

Madame DHORBAIT Constance

- Concours sur titre de Préparateur en Pharmacie Hospitalière :

Après réunion du jury le 14 novembre 2013, a été déclarée admise :

Madame MOINDRAULT Cécile

Résultats des commissions administratives paritaires locales du lundi 25 novembre 2013

Ces commissions ont examiné :

➤ **523 notations**

➤ **9 titularisations** au titre du second semestre 2013 : 1 infirmier en soins généraux et spécialisés Anesthésiste, 6 infirmiers en soins généraux 1^{er} grade, 2 aides-soignants

➤ **1 avancement de grade** avec effet du 1^{er} janvier 2014 : 1 manipulateur en électroradiologie médicale classe normale vers la classe supérieure

Les avancements de grades des agents sont liés à la publication des taux de promotion par le ministère. L'arrêté fixant les taux 2014 des ratios applicables aux corps de la filière ouvrière et technique, de la filière soins et de la filière administrative n'étant pas paru, seuls les avancements de grades des corps de la filière de rééducation et de la filière médico-technique ont été étudiés lors de ces CAPL.

➤ **8 avancements d'échelons** suite à la création d'un huitième échelon dans les grades dotés de l'échelle 6 à compter du 07/07/2013

Les modifications relatives aux décisions prises lors de ces commissions sont effectives, pour les agents concernés, sur les salaires du mois de Décembre 2013 et Janvier 2014.

Développement Professionnel Continu (DPC)

Instauré par la Loi HPST, le Développement professionnel continu (DPC) est désormais une **obligation qui s'inscrit dans une démarche permanente**. Le DPC associe **l'analyse des pratiques professionnelles à l'acquisition ou l'approfondissement des connaissances** et des compétences. Il vise à améliorer les pratiques professionnelles, par le moyen d'actions d'évaluation des pratiques et de formation.

Tous les professionnels de santé, médicaux et paramédicaux, qu'ils soient libéraux ou employés dans des établissements de santé, sont concernés par le DPC :

- Les professionnels de santé médicaux : médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes
- Les professionnels de pharmacie : pharmaciens
- Les professionnels paramédicaux selon le code de la santé publique

concernés au Centre Hospitalier de St-Amand-Montrond :

- Filière infirmière et aides-soignants : IDE et infirmiers spécialisés, IADE, aide-soignant et auxiliaire puériculture
- Filière rééducation : masseur-kinésithérapeute, ergothérapeute, orthophoniste, orthoptiste, diététicien
- Filière médico-technique : manipulateur en électroradiologie, préparateur en pharmacie.

Chaque année, les professionnels de santé doivent participer à un programme annuel ou pluriannuel de DPC ; une attestation justifiant de la participation à ce programme est remise au professionnel.

Un programme de DPC doit répondre aux **3 critères** :

- Etre conforme à une **orientation nationale ou régionale** de DPC définie par le Ministère de la Santé ou l'Agence Régionale de Santé.
- Comporter des **méthodes et des modalités** validées par la Haute Autorité de Santé (HAS) : formations présentiels, revue de mortalité et de morbidité (RMM), analyse à priori des risques, staff des équipes médico-soignantes, réunions de concertation pluridisciplinaires, chemin clinique etc. Il apparaît que les actions de formation concernent une des nombreuses méthodes validées par l'HAS. L'établissement devra donc recenser toutes les méthodes existantes pour pouvoir les prendre en compte au titre du DPC.
- Etre mis en œuvre par un organisme enregistré par l'Organisme gestionnaire du DPC (OGDPC) et évalué favorablement par une commission scientifique.

Vous trouverez en pièce jointe une documentation de l'ANFH concernant le DPC pour les paramédicaux.

A ce jour, le Centre Hospitalier a déposé un dossier d'agrément afin de pouvoir dispenser des formations validées DPC et permettre aux professionnels de santé paramédicaux de remplir l'obligation de formation annuelle.

Toutefois, à ce jour et comme pour les autres centres hospitaliers ou autres organismes de formation ayant déposé une demande d'agrément, aucun retour n'a été fait conduisant à se poser des questions sur la réalité de l'application de cette obligation dès 2014.

Florian MELLLOT



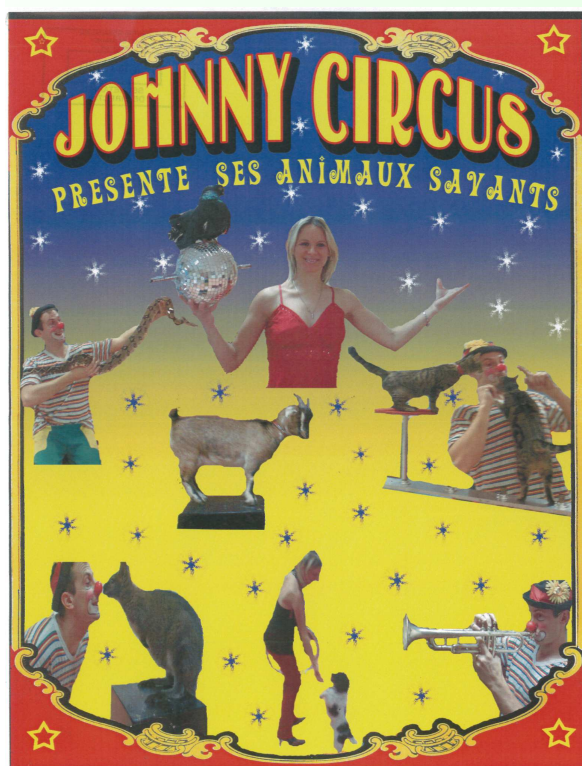
ARBRE DE NOEL



Cette année , le spectacle de l'arbre de Noël aura lieu le

MERCREDI 18 DECEMBRE 2013 à 14h00
à la Salle des Fêtes de Saint Amand Montrond

C'est le CIRQUE « JOHNNY CIRCUS »
qui donnera une représentation.



- Sandrine et ses colombes
- Moustache et cacahuète, chats dressés
- Arthur le Kangourou
- Nolwen la chèvre acrobate
- Compagnie des chiens comédiens
- Rocco le serpent rigolo
- Rocky le lémurien maki catta (singe)
- Clown musical au final
- Jeux et tours de magie entre les numéros

Venez nombreux

REPAS DES RETRAITES



*Kir Berrichon
Amuse Bouche
Bavarois d'écrevisses sauce aux agrumes
Cuisse de pintade farcie
aux petits légumes et sa garniture
Mélange de salade
Bleu d'Auvergne à l'huile de noix
Assiette gourmande
Café et carré de chocolat*

Le 15 novembre 2013, 146 convives se sont réunis autour des tables de la Salle Aurore pour savourer un déjeuner concocté par nos cuisiniers en l'honneur des retraités hospitaliers.

Un grand merci à tous pour l'organisation et la préparation de ce repas ainsi que pour le service.

